

**Union européenne - Déclaration de
la haute représentante, au nom de
l'Union européenne, à l'occasion de
la Journée internationale pour
l'élimination de la discrimination
raciale - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 21 mars 2018)

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, sans distinction d'origine, d'appartenance ethnique ou de religion.

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Union européenne réaffirme son profond attachement aux valeurs d'unité et de coexistence ainsi qu'à la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'exclusion sous toutes leurs formes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

Les manifestations de discrimination, de haine et d'intolérance déclenchent encore des conflits dans de nombreux pays du monde, obligeant des personnes à fuir et produisant d'intolérables souffrances humaines. Et elles progressent également dans notre Union européenne.

Une société dans laquelle les droits de l'Homme ne sont pas garantis pour tous est plus fragile, moins résiliente et plus exposée aux conflits.

L'Union européenne encourage la ratification universelle et la mise en oeuvre pleine et entière de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui est le fondement universel des efforts de prévention et d'éradication du racisme et de la discrimination.

Au sein de l'UE, le groupe à haut niveau sur la lutte contre le racisme, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance a établi des principes directeurs sur la formation en matière de crimes de haine pour les services répressifs et les autorités judiciaires pénales, ainsi que sur l'accès à la justice, la protection et le soutien des victimes de crimes de haine. Il a contribué à la poursuite de l'élaboration d'orientations sur l'amélioration de l'enregistrement des crimes de haine par les services répressifs, qui sont actuellement en phase de test dans plusieurs Etats membres. Mais il s'agit avant tout d'une lutte culturelle.

Le souci d'aider les pays partenaires et la société civile à prévenir et à combattre le racisme et l'intolérance est également un principe directeur de l'action extérieure de l'UE. Des fonds de l'UE permettent d'apporter une aide à la société civile dans le monde entier afin de lutter contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. Par exemple, des projets ont été mis en

place afin d'améliorer le système de justice pénale au Rwanda par une éducation aux droits de l'Homme et la fourniture d'une aide juridictionnelle. Au Sri Lanka, un soutien est apporté en vue de renforcer les droits et libertés fondamentaux dans les provinces du Nord et de l'Est, grâce à une amélioration de la qualité des services juridiques et de l'accès à ces services dans ces régions.

En cette année qui marque le 70e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme, l'Union européenne continue plus que jamais à oeuvrer en faveur de l'universalisation des valeurs fondamentales inscrites dans la déclaration, collaborant étroitement avec l'ensemble de nos pays partenaires, avec les organisations régionales et internationales, avec les institutions nationales de défense des droits de l'Homme (INDH), avec la société civile et avec les défenseurs des droits de l'Homme vers une élimination de la discrimination raciale. L'UE poursuivra son action jusqu'à ce que la discrimination, la haine et la violence cessent d'exister partout./.